

## Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : 76  
Annonce No 17-106284  
Fournitures

---

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville d'Yvetot.  
Correspondant : M. le maire de Yvetot ou son représentant, place de l'hôtel de Ville 76190 Yvetot, tél. : 02-32-70-44-70, courriel : cellule.marches@yvetot.fr.  
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marchespublics.adm76.com>.  
*Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur* : Services généraux des administrations publiques.

**Objet du marché** : fourniture et installation d'une vidéo-protection.

*Mots descripteurs* : Maintenance, Matériel de sécurité.

*Type de marché de fournitures* : achat.

*CPV - Objet principal* : 32323500.

L'avis implique un marché public.

*Caractéristiques principales* :

*Refus des variantes*.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : oui.

Prestations divisées en lots : non.

*Durée du marché ou délai d'exécution* : 24 mois à compter de la notification du marché.

*Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent* : les factures sont réglées par mandatement les budgets fonctionnement et investissement de la Ville d'Yvetot dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception de facture à la Mairie d'Yvetot.

*Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature* : français.

*Unité monétaire utilisée, l'euro*.

*Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat* :

*Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature* :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

*Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public* :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché;
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise;

- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

*Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :*

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
  - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
  - Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

*Critères d'attribution :*

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix : 60 %;
- valeur technique (les sous-critères sont détaillés dans le règlement de consultation<sup>o</sup> : 40 %).

*Type de procédure :* procédure adaptée.

*Date limite de réception des offres :* 19 septembre 2017, à 16 h 30.

*Délai minimum de validité des offres :* 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

*Autres renseignements :*

*Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :* 2017-20.

*Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :*

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plateforme de dématérialisation <https://www.marchespublics.adm76.com>.

*Conditions de remise des offres ou des candidatures :*

les plis seront soit transmis par courrier recommandé avec AR postal soit déposés à la mairie d'Yvetot contre récépissé soit transmis par voie dématérialisée sur le profil acheteur <https://www.marchespublics.adm76.com>.

*Date d'envoi du présent avis à la publication :* 25 juillet 2017.

*Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :* Mairie d'Yvetot.

*Correspondant :* cellule marchés publics, place de l'hôtel de Ville, 76190 Yvetot.

*Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus :* Direction des services techniques.

3 rue de l'enfer, 76190 Yvetot, , tél. : 02-32-70-44-80.

*Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :* Mairie d'Yvetot.

*Correspondant :* cellule marchés publics, place de l'hôtel de Ville, 76190 Yvetot, , tél. : 02-32-70-44-70, , courriel : [cellule.marches@yvetot.fr](mailto:cellule.marches@yvetot.fr).

*Instance chargée des procédures de recours :* Tribunal Administratif de Rouen 53 avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen, tél. : 02-32-08-12-70.

*Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :* Service du Greffe du Tribunal Administratif de Rouen 53 avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen, tél. : 02-32-08-12-70.